



L'entretien avec Claude-France Arnould, directrice de l'Agence européenne de défense est informatif à plusieurs titres. D'abord Mme Arnould y confirme quelques chiffres. Les dépenses de défense des pays européens ont baissé de quelque 10 milliards d'euros (soit une diminution nette de 5%) durant les trois dernières années. Les lacunes capacitaires les plus criantes concernent le ravitaillement en vol, les drones, la cybersécurité et la communication par satellites.

De façon significative, la directrice de l'AED souligne qu'avec son chiffre d'affaires annuel de 170 milliards d'euros et les 750 000 emplois directs et indirects qui en dépendent, la base industrielle européenne de défense est « *une composante vitale de notre autonomie stratégique* ». Il est réjouissant de l'entendre dire.

De même que de la voir insister sur la nécessité de nouveaux programmes dont cette « *industrie a maintenant besoin pour survivre* ». En fait, les propos de Mme Arnould s'inscrivent dans la droite ligne d'une évolution dans la stratégie de communication, à l'œuvre depuis des mois. Il s'agit de justifier les initiatives capacitaires autant, sinon plus, par les besoins de l'industrie que par ceux de nos forces armées. Cette tournure s'explique par deux choses.

D'une part, le « rôle de pourvoyeurs de sécurité » à l'extérieur que l'on se plaît à attribuer à nos armées a beaucoup perdu de son attractivité ces temps-ci, sous le double coup de l'austérité et de l'Afghanistan/Libye. De l'autre, l'aspect industriel/emploi de la défense fut jusqu'ici entièrement négligé dans la rhétorique sur la PSDC (politique de sécurité et de défense de l'UE), alors qu'il aurait dû faire l'objet d'un effort de pédagogie permanent. D'autant plus qu'en réalité, cet aspect a été absolument crucial dans son lancement.

Même si l'on veut bien croire qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire, le problème c'est comment s'y prendre. Surtout que les Etats membres sont profondément divisés sur le sujet. A trop vouloir insister sur les synergies avec la Commission européenne d'un côté et avec l'OTAN de l'autre, à trop insister sur l'ouverture intra-européenne et les fusions en tout genre, on risque d'y perdre l'impératif d'autonomie stratégique, justement.

Sans aller dans ces « détails », où réside pourtant le proverbial diable, les propos de Mme Arnould esquissent les pistes pratiques déjà identifiées pour les mois/années qui suivent. L'Agence sera réorganisée pour se focaliser sur trois domaines : 1. Capacités et programmes ; 2. Innovation et synergies avec les politiques de l'UE ; 3. Soutien à la défense (avec, au centre, la planification des priorités et la gestion durant toute la durée de service des équipements).

Les domaines clés pour les coopérations futures devront être le ravitaillement en vol, la communication par satellites (les cinq pays ayant des capacités devront tous les remplacer quelque part entre 2018-2025), les drones (où après avoir « *manqué le développement des appareils de la première génération* », les pays acheteurs de Reapers américains tentent maintenant de « *s'organiser en une communauté d'utilisateurs comme solution à court terme* ». Pour ce qui est de ne pas rater le prochain rendez-vous, Mme Arnould dit y travailler « *à la fois du point de vue des technologies et de l'harmonisation des besoins militaires* ». Amen.

D'autres priorités futures sont l'énergie (consommation énergétique des armées, normes « vertes » etc.) et la cybersécurité, où la question de la coopération est particulièrement délicate du fait de la mentalité de renseignement qui y prévaut selon Mme Arnould. Tiens, tiens, pourquoi donc ? On se le demande, surtout après l'affaire NSA/GCHQ/Snowden.

Finalement, en parlant de l'importance critique de la recherche&technologie, la directrice de l'Agence base son argumentaire (pas faux d'ailleurs) sur la nécessité de préserver une bonne dose d'avance en permanence afin de garantir la pérennité des exportations. A Mme Arnould d'y ajouter, comme accessoirement, la phrase suivante : « *Et nous devons garder à l'esprit l'importance de l'indépendance technologique et d'autres considérations telle la sécurité de l'approvisionnement* ». Par les temps qui courent, on dirait presque un « dérapage », malheureusement.

Hajnalka VINCZE / Une certaine idée de l'Europe